Migrant à Calais. Lorsqu'on n'a plus de chez soi, on est menacé de n'être plus rien. Celui qui est privé de territoire risque de se perdre lui-même. Il ne sait plus que faire, il peine à se repérer, il arrive mal à se construire ou à se reconstruire.

on lui ouvre les chemins vers une existence authentiquement humaine.

Alors que Heidegger voudrait éradiquer le judaïsme, Tillich le juge indispensable à l'humanité et, en particulier, au christianisme qu'il empêche de s'enliser. Exodes et diaspora donnent du poids à la parole du Ressuscité qui envoie ses disciples « jusqu'aux extrémités de la terre » et les mélanges de population (Joseph en Égypte, Ruth la moabite, le judaïsme hellénistique, etc.) mettent en relief la déclaration de Paul qu'il n'y a plus « ni juif ni grec ».

Le réalisme utopique de l'Évangile

Pour parler du Royaume de Dieu, G. Vahanian, de la Faculté de théologie protestante de Strasbourg, a recours à la notion d'utopie. L'utopie n'est nulle part et peut se produire n'importe où. Le Royaume a lieu (il surgit) et n'a pas de lieu (il ne s'installe pas). En reprenant un vers de R.M. Rilke, Rudolf Bultmann le compare à un *« visiteur qui va toujours son chemin »*. Il fait irruption dans notre vie, la transforme, mais ne se confond pas avec elle ni ne se fond en elle. Il n'en fait pas sa vigne ou sa maison (ce qui conduirait à un néo-paganisme).

Le croyant évangélique ne ressemble pas à un migrant ou à un pèlerin (tel le *Christian* du roman allégorique publié en 1678 par Bunyan) qui se détourne de ce monde, s'en arrache et le fuit pour aller se transplanter dans un autre monde, comme si le Royaume se situait au-dessus ou à côté, dans un espace surnaturel. Il n'est pas non plus un sédentaire qui s'agrippe de toutes ses forces à sa terre parce qu'il la prend pour le Royaume. Ni enraciné ni déraciné, ni étranger ni assimilé, ni nomade ni résident, il témoigne d'un autrement qui n'est pas un ailleurs.

Le réalisme utopique de l'Évangile invite, selon une expression de Vahanian, à changer *le* monde et non à changer *de* monde. La foi attend, espère, guette et anticipe. Elle s'ouvre et ouvre la porte à la nouveauté du Royaume qui vient toujours et ne s'immobilise jamais.

« Pourquoi la question des migrants est-elle si difficile à traiter en France et en Europe ?»

Clotilde CLARK-FOUQUIER

Elle est responsable pour Eurodiaconia des dossiers liés à la pauvreté et l'exclusion dans l'Union européenne. Dans ce cadre, elle suit les développements politiques liés aux questions de migration et d'intégration en Europe.

Cette réflexion d'un représentant de l'Église d'Écosse (membre d'Eurodiaconia) résume la difficulté de répondre à la question des migrants en Europe aujourd'hui : « Comment réconcilier une réponse théologique, idéologique évidente (l'Évangile nous appelle clairement à l'accueil de l'étranger) avec la réalité pragmatique de l'intégration d'un nombre croissant de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ? »

L'augmentation rapide et phénoménale du nombre d'arrivées de migrants en Europe, fuyant les guerres civiles et le terrorisme, a contribué à augmenter la pression sur les fournisseurs de services sociaux qui se trouvaient déjà affaiblis par un contexte global marqué par un équilibre économique précaire depuis la crise économique et financière de 2008. La France en particulier, mais pas seulement, se trouvait déjà avant 2015 dans un contexte social extrêmement tendu, caractérisé par un système de protection sociale sous pression, un chômage endémique et l'augmentation du taux de pauvreté. L'Observatoire des inégalités rapporte en mars 2016 que *« la pauvreté progresse en France »*[1] et que *« la pauvreté a fortement progressé à partir de 2008, avec l'accentuation des difficultés économiques liées à la crise financière. »*

La question des migrants intervient alors que la France et l'Europe sont fortement affaiblies. Elle nous met en porte à faux avec notre exigence éthique et identitaire de terre d'accueil et de solidarité : comment accueillir quand le système semble déjà s'écrouler? Faut-il réduire la qualité de l'accueil pour accueillir un plus grand nombre de personnes dans le besoin ? N'est-ce pas cela le partage ? Mais comment alors faire face aux concurrences de vulnérabilité et permettre aux plus fragiles de ne pas se sentir menacés par ce changement, comment permettre que ce changement soit porté par tous ? Cette nouvelle «crise » européenne nous renvoie à la nécessité de redéfinir un futur commun, un projet fédérateur, essentiel à la re-création d'une cohésion sociale.

Le contexte d'une Europe fragilisée

Une étude menée par Eurodiaconia entre 2008 et 2011 sur l'impact de la crise sur les fournisseurs de services sociaux avait démontré qu'une majorité de nos membres à travers l'Europe faisait face à un défi commun : la nette augmentation de la demande de services sociaux. Au premier plan des besoins, les membres d'Eurodiaconia insistaient sur l'augmentation de la demande pour les services d'aide alimentaire, ainsi que les services liés à l'accueil des sans-abri et au surendettement des ménages. Face à cette augmentation significative de la pression sur les services sociaux, les financements publics ne répondaient déjà pas de manière appropriée aux besoins. La crise économique et financière avait sonné le glas de l'Europe telle que nous l'avions connue et précipité l'Europe vers la néces-

1) http://www.inegalites.fr/spip.php?article270

EURODIACONIA

Eurodiaconia est un réseau européen d'Églises et de fournisseurs de services sociaux (47 membres dans 32 pays) opérant sur la base de la foi chrétienne, travaillant pour plus de justice sociale tant d'un point de vue politique (plaidoyer) qu'opérationnel (projets). Nos membres incluent par exemple la Fédération de l'entraide protestante (FEP), l'Armée du Salut Europe et Diakonie Deutschland.

sité de se reformer. Depuis, l'incapacité, tant des gouvernements européens que des responsables politiques nationaux, de répondre à la stagnation économique de la zone euro et aux défis associés tels que le chômage et la pauvreté n'a fait qu'accentuer peu à peu la fracture sociale et la perte de confiance des peuples dans le politique. La solution promue par l'Union européenne et mise en place par la plupart des gouvernements en Europe fut souvent celle de « l'austérité budgétaire » et donc d'une baisse des financements des services sociaux, d'une augmentation des conditions à ces aides sociales. Il fallait relancer la machine économique à tout prix... Le prix fut payé d'abord par les plus vulnérables. En Grèce par exemple, les 30 % de la population disposant des plus faibles revenus, ont un niveau de vie inférieur aujourd'hui à ce qu'il était en 1986.[2]

Un nouveau facteur d'instabilité

Or aujourd'hui vient s'ajouter à cette instabilité une nouvelle crise que beaucoup appellent la « crise européenne des migrants » caractérisée par une très forte augmentation du nombre d'arrivées de migrants sans papiers en Europe, principalement des Afghans, Syriens et Irakiens, fuyant la guerre et le terrorisme. L'Organisation internationale pour les migrants et l'ONU estiment à plus d'un million le nombre de migrants et réfugiés arrivés par mer et terre dans six pays situés aux frontières extérieures de l'Union européenne en 2015, alors que le nombre total pour l'année 2014 était estimé à 280 000. Simplement cette année, plus de 2 800 personnes ont déjà péri en mer ou disparu après que leurs bateaux ont coulé ou ne se sont retournés. Devant cette tragédie, les réactions sont partagées entre peurs et élans de solidarités.

La peur face à la crise, facteur de repli

La peur d'abord. La peur de ceux qui se sentaient déjà délaissés par les pouvoirs publics dans leur pays en Europe et se sentent encore plus menacés par les mesures politiques mise en place pour le contrôle des frontières et l'intégration des ressortissants des pays tiers arrivés en Europe.

• L'impossible équilibre du contrôle des frontières

Jusqu'à présent, la gestion des migrants reposait sur les règles dites de Dublin qui laissaient la responsabilité des arrivants aux pays par lesquels ils étaient arrivés (principalement la Grèce et l'Italie). Mais cette responsabilité étant devenue trop lourde pour les États en périphérie de l'Union européenne (UE), la Commission européenne a proposé une réforme du système qui vise à rééquilibrer la répartition des arrivées en imposant à tous les États membres de recevoir un certain nombre de personnes.

Cette proposition n'a pas été bien reçue par l'opinion publique et certains États membres. Face aux crispations, la Commission européenne a donc proposé une stratégie d'externalisation du contrôle des frontières, basée notamment sur un accord entre l'UE et la Turquie. Cet accord permet à l'UE de renvoyer en Turquie les migrants sans papiers, en échange d'une aide financière à la Turquie. L'accord prévoit notamment d'accélérer la libéralisation des visas pour les ressortissants turcs et de doubler (de 3 à 6 milliards d'euros) le montant de l'enveloppe déjà consentie à la Turquie pour venir en aide aux réfugiés. La Commission européenne a également proposé en juin 2016 la mise en place d'accords similaires avec le Mali, la Jordanie, le Nigeria (et d'autres) au travers d'un nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers[3].

Cette externalisation du contrôle des frontières est problématique pour tous. Elle est critiquée d'une part dans la direction qu'elle donne aux politiques de coopération extérieures et car elle délègue le respect des Droits de l'homme de centaines de milliers de personnes vulnérables à des États qui sont régulièrement mis en cause pour leur manque de respect de ces droits. D'autre part, de telles mesures, lorsqu'elles sont liées à une libéralisation des visas comme dans l'accord avec la Turquie, contribuent à renforcer le malaise de ceux qui se sentent menacés par une ouverture des frontières européennes.

• La concurrence des vulnérabilités dans les politiques d'intégration

La Commission européenne a également présenté en Juin 2016 un plan d'action destiné à aider les États membres à intégrer les ressortissants de pays tiers.[4] Ce plan d'action prévoit un cadre politique commun et des mesures d'accompagnement pour aider les États membres à poursuivre le renforcement de leurs politiques nationales d'intégration à l'intention des 20 millions de ressortissants de pays tiers résidant légalement dans l'UE. Ce plan propose des mesures d'intégration préalables au départ et à l'arrivée, mais aussi des actions dans les domaines de l'éducation, l'emploi et la formation professionnelle ; l'accès aux services essentiels ; la participation active et inclusion sociale. Or, ceci nécessitera soit de nouveaux investissements soit une réorientation des investissements existants.

Premiers soins d'urgence sur une plage d'Italie.

2) Max Roser, *Incomes across the income distribution*. Données OCDE 2015 in http://www.atlantico.fr/decryptage/comment-gestion-crise-grecque-renvoye-grecs-pauvres-situation-annees-1980-nicolas-goetzmann-2101859.html#OrCyBUybHwpWvgyX.99

3) A new Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration.

4) Action Plan on the integration of third country national- http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/proposal-implementation-package/docs/20160607/communication_action_plan_integration_third-country_nationals_en.pdf

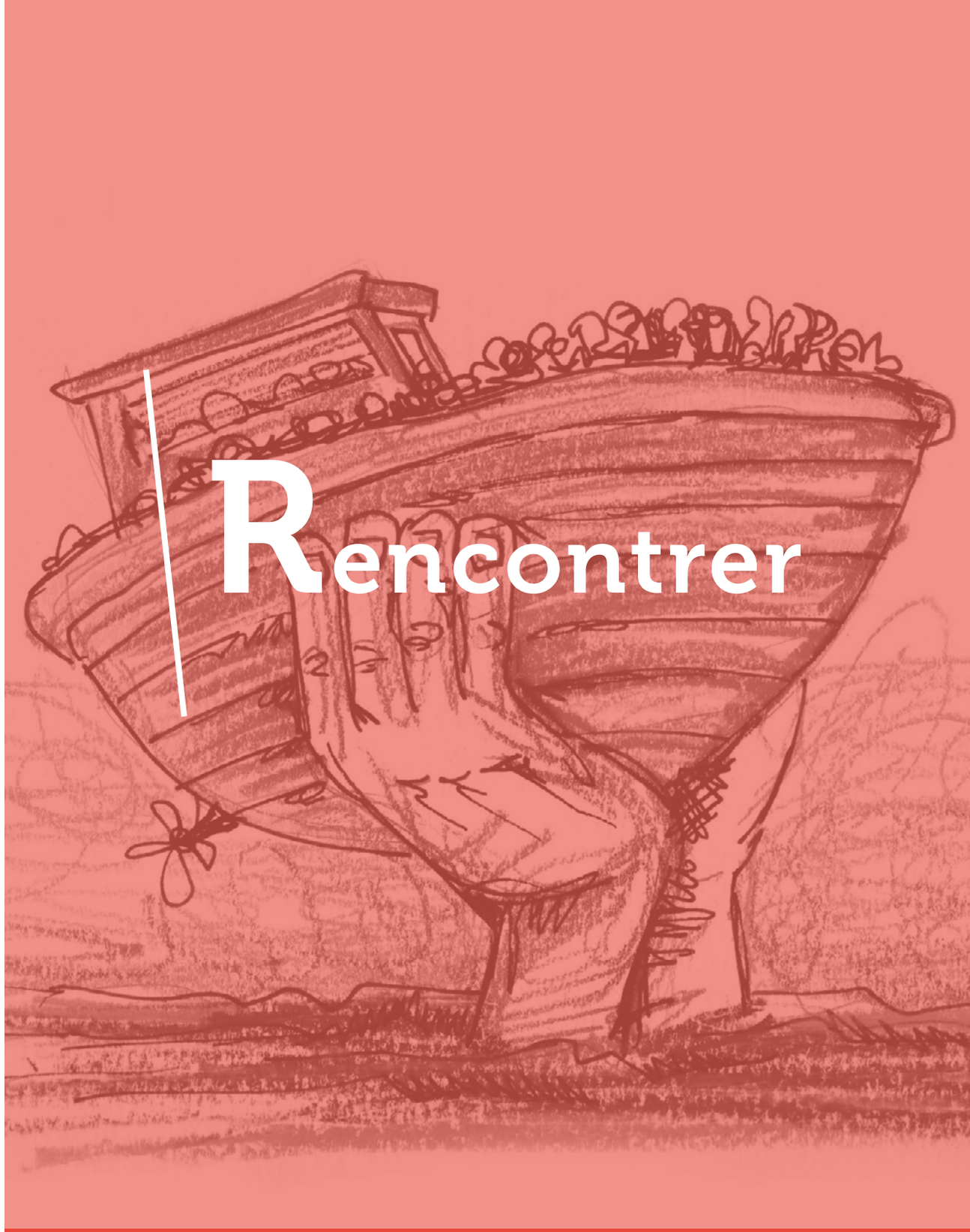
Dans ce contexte, c'est avant tout les personnes vulnérables qui se sentent menacées par la nouvelle donne migratoire et craignent que l'intégration ne puisse se faire qu'en compétition avec eux. Beaucoup d'individus ont donc choisi de se tourner vers les promesses de partis populistes profitant du gouffre politique pour s'infiltrer, accentuant la polarisation de la société en proposant de reconstruire la cohésion sociale autour de l'identité nationale plutôt que sur l'intégration.

Au niveau européen, de nombreux pays se replient également vers des nationalismes identitaires et c'est désormais la construction européenne elle-même qui est menacée, comme l'a récemment prouvé le vote du Royaume-Uni en faveur du « Brexit ». La fracture politique entre les responsables et le peuple s'accentue et semble de moins en moins s'opérer entre la gauche et la droite, mais de plus en plus souvent entre la classe dirigeante et le peuple.

Qu'il s'agisse de la stabilité sociale, de la dynamique de construction européenne ou de la gestion des frontières, le cadre existant, tel qu'il avait été imaginé, ne semble plus adapté au contexte auquel la France et l'Europe font face. C'est exactement ce qui caractérise une situation de crise, quand le cadre donné ne fonctionne plus. Mais une crise est également une opportunité. Le sens étymologique en grec du terme de « crise » est de « décider, faire un choix ».

La lutte contre la pauvreté, base d'un renouvellement de la cohésion sociale

L'Europe et la France font face à cette instabilité à la fois en tant que danger imminent et qu'opportunité, la question posée à la France et à l'Europe est celle de savoir quelle société construire. La réponse des membres d'Eurodiaconia fait écho aux propos d'Angela Merkel qui déclarait *«Wir schaffen das ! - On va y arriver !»*. En effet, partout en Europe, nos membres continuent à travailler, partageant et trouvant des solutions pour accueillir un plus grand nombre de personnes en situation de précarité, travaillant pour leur intégration et renforçant ainsi la cohésion sociale. Leurs projets facilitent par exemple l'éducation, l'emploi, l'accès au logement, et la participation sociale de tous ceux que la société n'a pas su intégrer.

Si la question des migrants est si difficile à traiter c'est que l'Europe doit se donner les moyens de l'intégration pour tous. L'Europe peut, l'Europe doit s'engager pour l'accueil des migrants, mais l'Europe doit avant tout rassurer ses peuples en les plaçant au centre de ses politiques. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion en Europe est le premier pas d'une politique d'accueil et d'intégration.

La France et sa tradition historique unique de patrie de Droits de l'homme doit porter en Europe ce message d'impératif de solidarité. L'Union européenne doit se donner les moyens de ses ambitions morales et ne pas changer son orientation fondamentale pendant cette période de crise mais au contraire mobiliser ses ressources pour garder le cap d'un rêve qui aura placé l'individu et l'égalité au centre de ses politiques. Cette démarche devra impérativement passer par la lutte contre la pauvreté et l'exclusion en Europe. C'est dans la confiance dans l'avenir, dans la capacité des peuples européens de travailler ensemble pour faire face avec solidarité et responsabilité, que l'Europe trouvera sa force et son projet fédérateur qui permettra le renouveau européen tant attendu.